



Conseil de sécurité

Débat public

Prévention des conflits et la pérennisation de la paix Conflict prevention and sustaining peace

New York, le 10 janvier 2017

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie la Suède d'avoir organisé cet important débat. Les nombreuses crises auxquelles nous avons dû faire face en 2016 montrent l'urgente nécessité de tenir ce débat. Si nous voulons que l'Organisation des Nations Unies garde sa pertinence, elle doit être prête à apprendre. Afin de contrecarrer les tendances négatives que nous avons pu observer ces dernières années, nous devons apprendre à mieux prévenir les conflits. C'est pourquoi la Suisse soutient pleinement l'appel du Secrétaire général à renforcer la prévention et se tient prête à lui apporter son assistance à cet égard.

Monsieur le Président,

Je voudrais faire trois remarques :

Premièrement, nous devons investir davantage dans les instruments de prévention des conflits et de pérennisation de la paix dont dispose l'ONU. Parmi ces outils, le Programme commun PNUD-DAP sur le renforcement des capacités nationales de prévention des conflits ainsi que le Fonds pour la consolidation de la paix ont permis d'obtenir d'excellents résultats. Les entités du DAP chargées de la médiation et des bons offices ainsi que les missions politiques spéciales peuvent également jouer un rôle important. Nous regrettons que ces instruments clés continuent à souffrir d'un sous-financement chronique et restons fermement déterminés à leur apporter notre soutien politique et financier.

Deuxièmement, la prévention constitue une responsabilité partagée que doivent assumer toutes les entités du système des Nations Unies. La Charte des Nations Unies et la volonté de « préserver les générations futures du fléau de la guerre » servent de référence à l'ensemble du système onusien. Cela signifie que toutes les entités de l'ONU, y compris ses forums intergouvernementaux, doivent inscrire dans une optique de prévention les activités qu'elles mènent dans le cadre de leurs mandats respectifs. Une telle démarche est conforme à la nouvelle notion de « pérennisation de la paix » (Sustaining Peace) adoptée par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Elle appelle à l'adoption d'une approche des conflits qui soit proactive, inclusive, globale et coordonnée ainsi qu'à

l'appropriation nationale de la consolidation de la paix. Dans cette perspective, nous devons abattre les cloisons institutionnelles et chercher à mieux comprendre le lien existant entre la paix et la sécurité, d'une part, et le développement et les droits de l'homme, d'autre part. L'Agenda 2030 représente également un instrument important pour mieux unir nos efforts autour des trois piliers de l'ONU, de même que le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent.

La corrélation entre la paix et la sécurité, d'une part, et les droits de l'homme, d'autre part, recèle un potentiel particulier en matière de prévention des conflits. Les violations des droits de l'homme peuvent être des signes avant-coureurs et des causes de conflits ; elles peuvent être l'indice d'une instabilité potentielle ou d'une escalade d'un conflit. Nous devons poursuivre les efforts afin de mieux comprendre comment les droits de l'homme sont liés à la paix et comment nous pouvons mettre à profit le potentiel qu'offre cette corrélation pour renforcer la prévention. C'est pourquoi la Suisse a lancé l'appel du 13 juin 2016 visant à placer les droits de l'homme au cœur de la prévention des conflits, appel qui bénéficie aujourd'hui du soutien de 70 États. Dans ce même esprit, nous appuyons fermement l'initiative « Les droits de l'homme avant tout » (Human Rights up Front) et espérons que le nouveau secrétaire général poursuivra les efforts entrepris par les uns et les autres.

Ce qui m'amène au troisième point que je souhaite aborder : le rôle du Conseil de sécurité. Dans sa résolution 2171, le Conseil a exprimé « sa détermination à prendre des mesures rapides et efficaces pour prévenir les conflits armés ». Nous sommes reconnaissants au Conseil pour le travail accompli à cet égard et sommes prêts à le soutenir dans ses efforts pour renforcer encore ses capacités en matière de prévention. Conformément à l'appel du 13 juin, nous estimons qu'il serait particulièrement utile de renforcer la collaboration entre le Conseil de sécurité et le Conseil des droits de l'homme. Les membres du Conseil de sécurité peuvent, entre autres, solliciter des sessions périodiques d'information de la part du Haut-Commissaire aux droits de l'homme ; ils peuvent utiliser les rapports émanant du Conseil des droits de l'homme et de ses différents mécanismes comme base d'information ; et ils peuvent resserrer la coopération entre les organes subsidiaires du Conseil de sécurité et les mécanismes pertinents du Conseil des droits de l'homme. De manière plus générale, nous encourageons le Conseil de sécurité à approfondir la réflexion sur la nature du lien existant entre son propre mandat et ses propres activités et le mandat et les activités des autres entités du système de l'ONU.

Monsieur le Président,

Pour renforcer la prévention, nous devons forger des partenariats – entre les acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux ; entre les États, les organisations et la société civile ; entre les entités travaillant sur différentes questions. Pour sa part, la Suisse est prête à collaborer avec des partenaires dans le cadre d'un effort renouvelé de prévention des conflits.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I thank Sweden for convening this important debate. Given the multiple crises we were faced with in 2016, this debate is acutely necessary. If we want the United Nations to remain relevant it needs to be a learning organisation. In order to change the negative trends we have witnessed over the last few years we need to learn how to better prevent conflicts. Switzerland therefore fully supports the Secretary-General's call to strengthen prevention and stands ready to assist him in this regard.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Mr. President,

I will make three remarks:

First, we need to invest more in the UN's instruments to prevent conflict and sustain peace. The Joint UNDP-DPA Programme on Building National Capacities for Conflict Prevention as well as the Peacebuilding Fund are tools with excellent track records. DPA entities in charge of mediation and good offices and Special Political Missions can play important roles too. We regret that these instruments are still chronically underfunded and remain firmly committed to our political and financial support of these key instruments.

Second, prevention is a responsibility to be shared by the entire UN system. The UN Charter and the ambition to "save succeeding generations from the scourge of war" serve as a reference for the entire UN system. This means that all parts of the UN, including its intergovernmental forums, need to conduct their work, within respective mandates, with a preventive mindset. This is in line with the new concept of "sustaining peace" endorsed by the Security Council and the General Assembly. It calls for a shift towards a proactive, inclusive, comprehensive, nationally owned and coordinated approach to conflict. In accordance with this perspective, we have to break institutional silos and better understand how peace and security are interlinked with development and human rights. The 2030 Agenda is an equally important instrument to better link our efforts over the UN's three pillars, as is the Plan of Action to Prevent Violent Extremism.

The nexus between peace and security and human rights has, in our view, particular potential with regard to conflict prevention. Human rights violations can be precursors and causes of conflicts; they can signal potential instability or an escalation of a conflict. More needs to be done to understand how human rights are linked to peace and how we can tap into the potential of this nexus in order to strengthen prevention. This is why Switzerland launched the "Appeal of June 13th to put Human Rights at the Heart of Conflict Prevention", currently supported by 70 states. In a similar vein, we strongly support the Human Rights up Front initiative and hope that respective efforts will be continued by the new Secretary-General.

This brings me to my third point: the role of the Security Council. In its resolution 2171, the Council "expresse[d] its commitment to take early and effective action to prevent armed conflict". We are grateful for the Council's work in this regard and stand ready to support it in further strengthening its preventive capacity. In accordance with the "Appeal of June 13th", we see particular value in strengthening collaboration between the Security Council and the Human Rights Council. Among other things, members of the Security Council can request regular briefings by the High Commissioner for Human Rights; they can use the reports of the Human Rights Council and its mechanisms as an information base; and they can enhance cooperation between the Security Council's subsidiary bodies and relevant mechanisms of the Human Rights Council. More generally, we encourage the Security Council to further reflect on how its mandate and its work interlink with the mandates and work of other parts of the UN system.

Mr. President,

In order to strengthen prevention, we need to forge partnerships – between local, national, regional and international actors; between states, organisations and civil society; between entities working on different issues. For its part, Switzerland stands ready to work with partners in a renewed effort to prevent conflict.

Thank you.